Études internationales

Mission Paris. Les ambassadeurs du Canada en France et le triangle Ottawa-Québec-Paris, Stéphane ROUSSEL et Greg DONAGHY (dir.), 2012, Montréal, Hurtubise, 216 p.

Stanislav Kirschbaum

Volume 44, numéro 3, septembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021143ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021143ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (2013). Compte rendu de [*Mission Paris. Les ambassadeurs du Canada en France et le triangle Ottawa-Québec-Paris*, Stéphane ROUSSEL et Greg DONAGHY (dir.), 2012, Montréal, Hurtubise, 216 p.] *Études internationales*, 44(3), 496–497. <https://doi.org/10.7202/1021143ar>

HISTOIRE ET DIPLOMATIE

Mission Paris. Les ambassadeurs du Canada en France et le triangle Ottawa-Québec-Paris

Stéphane ROUSSEL et Greg DONAGHY (dir.), 2012, Montréal, Hurtubise, 216 p.

Les chefs d'ambassade ne sont normalement pas appelés à jouer un rôle particulier au-delà de celui de représentation, de protection des intérêts, de communication et de négociation au profit de l'État qu'ils représentent, sauf dans des situations particulières. Il y a peu d'exemples, tant dans le passé que dans la période contemporaine, d'un État faisant face à des défis de représentation dont la source est sa composition nationale. Le Canada relève d'une situation de ce type, où la présence de deux groupes linguistiques fondateurs et prépondérants (jusqu'à la période toute récente) a provoqué pendant une certaine période des interrogations sur la question de la représentation. Cet ouvrage examine cette question et, ce faisant, met en exergue une situation internationale et diplomatique assez singulière.

Il est important de rappeler que le Canada a développé ses relations extérieures dans des circonstances assez particulières. À partir de 1867, le pays est un dominion au sein du système impérial britannique et c'est Londres qui contrôle ses relations extérieures. La question de représentation pour le Canada est alors limitée à des raisons ou des facteurs spécifiques. Ainsi, avant la Première Guerre mondiale, outre Londres, c'est à Paris, en raison de la population et d'une province francophone, qu'un Canadien, Hector

Fabre, nommé d'abord représentant de la Province de Québec, est aussi nommé agent général du Canada. Avec la création de la Société des Nations, le Canada n'accepte plus que Londres parle en son nom et il fait prévaloir son désir d'y avoir sa propre représentation, ne tardant pas ensuite à envoyer un représentant à Washington. Ce n'est, toutefois, qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'Ottawa assure la présence du Canada dans toutes les régions du monde et au sein des grandes organisations internationales.

À part le fait que la France a été le premier pays en dehors de l'Empire britannique dans lequel le Canada envoya un représentant, pourquoi est-ce justement avec ce pays que la question de représentation créa un problème pour le Canada ? Deux facteurs expliquent cette situation : d'une part, il y a le poids de l'histoire. David G. Haglund et Justin Massie montrent fort bien qu'il y avait davantage dans les relations France-Canada que la question des anciens liens coloniaux avec les Canadiens français. Il s'agissait plutôt d'une relation atrophiée par des idées fausses. C'est Philippe Roy qui comprit que sa mission était de faire connaître le Canada afin d'approfondir les relations commerciales et politiques, comme le signale l'article de Michel Lacroix sur ce représentant canadien en France dans l'entre-deux-guerres. L'autre diplomate canadien à cette époque qui, par son activité, contribua à éliminer les idées fausses fut Georges Vanier. Malheureusement, l'article de Jacques Monet ne nous dit pas grand-chose sur son activité diplomatique, seulement sur ses sentiments envers la France.

Faire connaître son pays est l'une des tâches d'un ambassadeur : les missions Roy et Vanier étaient tout à fait spéciales parce que les circonstances étaient, elles aussi, spéciales. Or un second facteur intervient dans la deuxième moitié du 20^e siècle, qui souligne la situation particulière d'un ambassadeur canadien en France : la Francophonie et le rôle que la France y joue. Il y a toutefois, auparavant, la décolonisation en Algérie et c'est sur ce sujet qu'il y avait des tensions entre les deux pays, ce que l'article de Magali Deleuze sur Pierre Dupuy explique fort bien. Avec la décolonisation, la France se lance dans la création de la Francophonie. Toutefois, son désir de voir le Québec y participer à part entière crée une situation diplomatique tout à fait particulière pour les ambassadeurs du Canada en France, ce que les articles de David Meren sur Jules Léger et de Jean-Philippe Warren sur Gérard Pelletier examinent fort bien. Ces deux articles nous permettent, en fait, d'avoir une meilleure idée de la complexité du jeu diplomatique pour le Canada autour de la création de la Francophonie et de ce que les ambassadeurs ont pu et dû faire dans des circonstances où une province canadienne voulait être spécifiquement représentée. L'article autobiographique de Michel Dupuy, ambassadeur de 1980 à 1984, montre bien ce qu'un représentant canadien a dû faire pour améliorer des relations devenues plutôt tendues.

Deux articles, signés par Anne Légaré et Jérémie Cornut, offrent une analyse des conséquences de cette période. Pour Légaré, la relation franco-canadienne sur la question de la souveraineté du Québec a eu pour résultat de renforcer la cohésion de l'État canadien. Cornut, pour sa part, explique que la normalisation des

relations qui débuta dans les années 1980 répondait aux exigences d'un contexte plus général de mondialisation et de diversification des relations et des échanges. Les relations France-Québec bénéficièrent aussi de ce développement, notamment dans les domaines de la culture et de l'éducation. Ces deux articles vont susciter un débat sur l'analyse des facteurs qui sont intervenus dans les relations entre le Canada et la France.

Cet ouvrage aurait bénéficié d'un aperçu général de l'histoire du service diplomatique canadien – compte tenu du fait qu'il a été conçu pour célébrer le centenaire de la création du ministère canadien des Affaires étrangères – comme de l'histoire de la Francophonie. Cela dit, le choix des thèmes examinés, surtout celui du rôle des ambassadeurs, et le contenu de chaque article contribuent à l'amélioration de notre connaissance de la politique étrangère canadienne et de sa diplomatie. Ce n'est pas le moindre des mérites de cet excellent ouvrage.

Stanislav KIRSCHBAUM
Université York
Collège Glendon, Toronto

Tito : A Biography

*Geoffrey SWAIN, 2011, Londres,
Tauris, 219 p.*

Né le 7 mai 1892 d'un père croate et d'une mère slovène, Tito (Josip Broz de son vrai nom) ne passe que quatre ans sur les bancs d'école. Apprenti serrurier de 1907 à 1910, puis ouvrier spécialisé en métallurgie, il prend part à la Grande Guerre en tant que sous-officier dans l'armée austro-hongroise. Fait prisonnier sur le front russe en 1915, il revient en Yougoslavie en octobre